

Avis sur la politique sociale et les conditions de travail : pour la CGT, c'est CONTRE !

Le bilan social 2021 nous a confortés dans l'idée que la direction ne prend pas en compte les alertes répétées des syndicats sur la dégradation des conditions de travail des agent.e.s. Les arrêts de travail des collègues de droit privé ont progressé de 37,21 % entre 2019 et 2021. Ce bond inquiétant est un signe de souffrance mais la direction n'y répond pas, au contraire, les effectifs en CDI baissent avec une utilisation toujours plus importante des recrutements en CDD. Cette politique ne permet pas aux agent.e.s de remplir correctement leurs missions et génère une perte de sens du travail. L'expertise effectuée par le cabinet Degest sur la situation économique et financière appuie également ce constat, les agent.e.s sont surchargé.e.s et les perspectives ne sont pas réjouissantes, France Travail, et toutes les réorganisations et projets associés, ne font qu'ajouter aux inquiétudes quant à la dégradation continue des conditions de travail.

Par ailleurs, les salaires sont toujours extrêmement bas. Cette situation, particulière à l'Ile de France, tient au fait que le turn over est bien plus important que dans les autres Régions. L'enveloppe de promotion est donc faible, étant liée à la masse salariale. Quand on sait que les prix en Ile de France sont supérieurs à la moyenne nationale, cette situation est difficilement compréhensible. Pour ce bilan social, encore une fois, rien ne va : ni les conditions de travail, ni les rémunérations. Impossible d'approuver un tel bilan.

Résultat de la consultation :

Contre : CGT, FO, 1 sans étiquette

Abstention : CFTC, CFDT, CGC, SNAP, SNU, 4 sans étiquette



Date des NAO : le 11 avril !

La direction générale s'est fait attendre. Il a fallu un courrier unanime des syndicats pour qu'elle programme une (et une seule...) séance de négociations annuelles obligatoires (NAO) le 11 avril 2023. Elle s'était déjà estimée très généreuse l'année dernière en octroyant 3,5% d'augmentation aux collègues de droit privé (versés en 2 fois). Que prévoit-elle dans cette situation d'inflation rarement égalée ? Les prix des produits alimentaires ont progressé de plus de 14%, et ce n'est pas fini !

Les combats contre la réforme des retraites et pour l'augmentation des salaires sont étroitement liés. Profitons de l'occasion !

Exigeons que nos rémunérations suivent l'inflation et rattrapent les pertes subies ! De l'argent, il y en a ! Préparons-nous à la mobilisation ! Collègues de Pôle emploi, Unissons nos forces !



En bref

CNRJ en sursis ?

Quel est l'avenir de ce service d'accompagnement des journalistes ? Toutes les rumeurs circulent. Va-t-il lui aussi subir les foudres de la direction et disparaître au profit d'une uniformisation du service et d'une segmentation arbitraire du public ? Tout comme Handipass, Créapass, espace liberté emploi, agence international, l'équipe IAE de Paris ? La direction, en séance, dément. Pourtant l'offre de service s'amenuise. Pour la CGT, un service public se doit de répondre aux besoins des usager.e.s. Toutes les décisions prises par Pôle emploi vont dans le sens contraire.

Accompagnement global à Paris

Donc, il y a un an, la direction régionale supprimait 12 postes dans l'accompagnement global à Paris. Argument : les objectifs FSE ne sont pas atteints. Les nouveaux objectifs seront de 3300 entrées dans le dispositif pour une année, donc 33 agent.e.s (100 entrées par collègues). A ce jour, il n'y a plus que 31 collègues. L'objectif ne pourra donc pas être atteint. La non-atteinte de ces objectifs impliquera-t-elle de nouveaux objectifs moins élevés entraînant par conséquent la suppression de nouveaux postes ? Ces jeux de chaises musicales sont insupportables. Les collègues du GLO, épargné.e.s par les suppressions de postes, travaillent aujourd'hui dans la peur des objectifs. Quelles conditions de travail !

Boulevard Ney

Les problèmes s'accumulent et rien ne change : eau non potable, rats. A cela s'est ajoutée l'agression d'un.e agent.e dans les transports en commun. Le collectif ne se laisse pas faire ! Très soudé.e.s, les collègues ont décidé de faire une pétition pour dénoncer les conditions matériels et le manque de moyens. Soutien total au collectif de Bd Ney !

